

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

MEN : la Dgesco disposera d'une nouvelle organisation en janvier 2026 et prépare une feuille de route

Cécile Olivier

7-9 minutes

Un projet de réorganisation de la Dgesco a été présenté en Comité social de l'administration centrale du MEN le 4 décembre 2025. Le nouvel organigramme, qui prévoit 3 services distincts dédiés aux apprentissages, au pilotage des moyens et des territoires et à l'organisation de la vie des élèves et des établissements, sera mis en vigueur au 1er janvier 2026. Parmi les nouveautés prévues : le changement de service de la sous-direction chargée de la formation, de l'innovation et des ressources, et la création d'une sous-direction consacrée aux parcours éducatifs. CGT et FO s'opposent à ce projet.



Le nouvel organigramme de la Dgesco comportera trois services distincts dédiés aux apprentissages ; au pilotage des moyens et des territoires ; à l'organisation de la vie des élèves et des établissements. Shutterstock - Petr Kovalenkov/Shutterstock.com

Un projet de réorganisation de la Dgesco, dont AEF info a eu connaissance, a été présenté en Comité social de l'administration centrale le 4 décembre 2025. Pour sa directrice générale nommée il y a un peu plus d'un an, Caroline Pascal, cette réorganisation doit permettre de "réinscrire le sens des missions principales" de la Dgesco :

- "organiser l'action pédagogique et la formation des personnels pour faire réussir tous les élèves, où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent,
- répartir au mieux les moyens en tenant compte de la spécificité de chaque territoire,
- construire le parcours scolaire de chaque élève et l'inscrire dans la vie de l'établissement".

Cette évolution de la direction doit permettre aussi de "mettre en œuvre les politiques publiques, d'assurer un suivi plus efficace de leur déploiement et d'en vérifier la pleine efficacité", précise la Dgesco. Autre objectif : bâtir une organisation de la direction "plus claire et lisible pour les académies et les partenaires".

La Dgesco souligne que ce travail s'inscrit dans "une réflexion globale sur une amélioration des modalités de travail des agents, une plus grande identification et reconnaissance de leurs missions, une meilleure transversalité en interne et avec les autres directions".

Un nouvel organigramme avec des services réorganisés

Le projet prévoit un nouvel organigramme de la direction, qui emploie plus de 300 personnes, afin de concevoir trois services distincts dédiés aux apprentissages ; au pilotage des moyens et des territoires ; à l'organisation de la vie des élèves et des établissements. La nouvelle structure des services et sous-directions comprendra ainsi :

- **le service de l'instruction publique, de l'action et de l'accompagnement pédagogiques** (actuellement "service A"), qui comprendra les sous-directions "écoles, collèges et lycées GT", "enseignement et formation professionnels", "formation, innovation et ressources",
- **le service du pilotage, du budget et des territoires** (actuellement "service B"), avec les sous-directions "programmes budgétaires", "performance des territoires et systèmes d'information",
- **le service de la vie de l'élève et des établissements** (actuellement "service C"), avec les sous-directions "parcours éducatifs et éducations transversales", "inclusion scolaire et vie des établissements".

Comparé à l'organigramme précédent qui date de 2019 ([lire sur AEF info](#)), la sous-direction chargée de la formation, de l'innovation et des ressources changera de service, et une sous-direction consacrée aux "parcours éducatifs" sera créée. Le bureau des lycées GT sera désormais rattaché à la sous-direction "école, collèges et lycées GT" et celui sur l'école inclusive sera rattaché à la sous-direction "inclusion et vie des établissements".

Cette nouvelle architecture, qui se fera à effectif constant, fera l'objet d'un arrêté modifiant l'organisation de l'administration centrale du MEN (en cours de publication) et sera mise en vigueur le 1er janvier 2026. Un avis de vacance pour le poste de sous-directeur de la nouvelle sous-direction a d'ailleurs été publié le 13 décembre au Journal officiel, ainsi que le poste de chef du service A dans sa nouvelle configuration ([lire sur AEF info](#)).

une feuille de route pour la dgesco prévue en mars 2026

Dans le prolongement de cette nouvelle organisation, la Dgesco prépare une "feuille de route". Le but : "formaliser le sens de l'action" de la direction, "renforcer le collectif" de travail et "articuler la vision d'ensemble avec les réflexions conduites au sein de chaque sous-direction". L'idée serait ainsi de "décliner en actions les grands objectifs de la direction (piloter les priorités du ministère, accompagner les équipes sur le terrain, renforcer la transversalité, etc.)".

Chaque sous-direction devra ainsi identifier "un nombre réduit d'actions stratégiques" d'ici au 15 janvier, qui seront ensuite analysées et mises en commun par la directrice générale et les chefs de service, avant la présentation d'une feuille de route vers fin mars 2026.

En parallèle de la construction de la feuille de route, la direction générale souhaite ouvrir trois chantiers :

- travailler sur la fonction de "chef de projet transversal" (mandat, modalités de travail, articulation avec les services),
- simplifier les circuits de signature (nombre et niveaux de signature, allègements et harmonisation),

- diffuser un "outil de document collaboratif" (choix de l'outil, mise à disposition, appropriation par les agents).

Dans un rapport d'octobre 2024 portant sur l'administration centrale du MEN, l'IGESR avait en effet constaté que "le travail transversal en mode projet" était "peu développé" dans les directions du ministère, en raison "d'une organisation verticale et d'une spécialisation par directions et services en vue de traiter des sujets techniques" ([lire sur AEF info](#)).

que pensent les syndicats de ce projet de réorganisation ?

Lors du CSA de l'administration centrale le 4 décembre, les représentants de la CGT et FO ont voté contre ce projet de réorganisation de la Dgesco, la CFDT, l'Unsa et l'Asamen se sont abstenues.

Pour la CGT Éduc'action, ce projet "passe à côté de l'essentiel". "Ce sont les modes de travail et les conditions de travail des agents qu'il faut faire évoluer !", déclare à AEF info Fabienne Federini, représentante de ce syndicat, qui rapporte "des conditions de travail dégradées" pour les agents de la Dgesco en raison "d'une frénésie de réformes". Elle considère que cette réorganisation ne va pas permettre non plus de "mieux répondre à l'enjeu principal du système scolaire, à savoir la corrélation forte qui existe entre réussite scolaire et origine sociale".

Coté CFDT, si le syndicat partage "le constat qu'il faut réorganiser la Dgesco", il regrette que la réorganisation se fasse "à moyens constants". "Nous déplorons aussi le traitement de la filière professionnelle qui, placée à part, n'est plus traitée dans l'organigramme à égalité avec les lycées généraux et technologiques", indique à AEF info Jeannette Kouta-Begnaken, représentante de la CFDT EFRP. Autre regret : "le fait de ne pas donner une place plus visible aux politiques que l'on souhaite soutenir, comme l'éducation au développement durable". "Le Haut fonctionnaire au développement durable n'apparaît nulle part dans le nouvel organigramme !", déplore la syndicaliste.